

## 14.2 Solde des échanges extérieurs

En 2017, le **solde du commerce extérieur** des biens et services en valeur se dégrade de 7,0 milliards d'euros (Md€) et reste largement déficitaire : - 25,3 Md€. En valeur, les exportations croissent moins rapidement que les importations (+ 5,3 % contre + 6,2 %). Cette dynamique s'inscrit dans un contexte général de reprise du commerce mondial (+ 5,2 %, après + 2,0 %) et de la **demande mondiale adressée à la France** (+ 5,0 % en 2017, après + 3,1 %).

La dégradation du solde concerne les biens : le déficit de la **balance commerciale** (qui porte uniquement sur les biens), mesuré **Fab-Fab**, augmente de 12,5 Md€ pour atteindre - 40,9 Md€. En revanche, le solde des échanges de services (y compris tourisme) augmente de 5,4 Md€ pour s'établir à 15,7 Md€.

Comme en 2016, l'aggravation du déficit commercial en 2017 est en majeure partie imputable au secteur manufacturier, dont le solde des échanges extérieurs se dégrade de 6,6 Md€ par rapport à 2016. Par ailleurs, les échanges de produits agricoles évoluent défavorablement : le solde de 2017, en baisse de 0,7 Md€, tombe à l'équilibre. C'est la première fois depuis la fin des années 1970 que la France ne dégage pas d'excédent agricole. Ces évolutions sont aggravées par le gonflement de la facture énergétique, conséquence

de la hausse des cours du pétrole en 2017 : le déficit énergétique (y compris les produits raffinés) se creuse à nouveau après quatre années de résorption et s'établit à - 36,1 Md€ en 2017. Le déficit des produits des industries extractives (pétrole brut, gaz naturel) augmente de 5,7 Md€ à - 28,3 Md€. Hors énergie, le solde des autres biens et services s'élève à + 10,8 Md€.

Le solde des échanges de services hors tourisme se redresse, pour atteindre - 1,4 Md€, après - 2,3 Md€ en 2016. En 2017, ce redressement est principalement lié aux échanges de services de transport et de services aux entreprises. Par ailleurs, le solde des échanges touristiques est nettement excédentaire. Il s'établit à + 17,0 Md€, après + 12,5 Md€ en 2016. Il est au plus haut depuis 2013. Les dépenses des non-résidents en France ont rebondi (+ 4,6 Md€) alors que les dépenses des résidents à l'étranger sont globalement inchangées (+ 0,1 Md€).

L'excédent des opérations de répartition augmente de 12,2 Md€ en 2017 pour s'établir à + 12,5 Md€. Cette amélioration est notamment due à celle du solde des intérêts (+ 3,6 Md€) et à celle du solde des dividendes (+ 4,7 Md€). Au total, le **besoin de financement** de la France s'améliore de 5,1 Md€ et représente 0,6 point du PIB en 2017, après 0,8 point en 2016. ■

### Définitions

Toutes les données du commerce extérieur (produits, pays) sont **Caf-Fab**, sauf précision contraire.

**Solde du commerce extérieur** : différence entre la valeur des exportations et celle des importations entre deux pays (ou deux zones). Il peut être relatif à un produit ou à l'ensemble des échanges de biens et services. Le rapport entre ces deux valeurs est appelé taux de couverture.

**Termes de l'échange** : rapport, pour un produit donné, entre l'indice du prix des exportations et celui des importations. Les indices sont exprimés selon une même année de base. Une amélioration des termes de l'échange de 1 % signifie que la croissance du prix des exportations est 1 % plus forte que celle du prix des importations. Elle signifie aussi une détérioration de la compétitivité-prix française. Inversement une baisse des termes de l'échange signifie une amélioration de la compétitivité-prix. Ce rapport peut être calculé par produit, pour un ensemble de produits ou globalement.

**Balance commerciale, Caf (coût, assurance, fret), capacité et besoin de financement, demande mondiale adressée à la France, exportations de biens et de services, Fab (franco à bord), importations de biens et de services, services d'intermédiation financière indirectement mesurés (Sifim)** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

### Pour en savoir plus

- « L'économie française », *Insee Références*, édition 2018.
- « Le chiffre du commerce extérieur - Année 2017 », Douanes, février 2018.
- « Excédent de 25,4 milliards d'euros du commerce international de biens de la zone euro », *communiqué de presse* n° 28, Eurostat, février 2018.

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

# Solde des échanges extérieurs 14.2

## Solde des échanges extérieurs de biens et services

en milliards d'euros

	2015	2016	2017
Biens alimentaires	9,6	6,0	5,9
Energie	-36,8	-29,4	-36,1
Matériels de transport	29,2	27,1	24,2
Autres biens industriels	-42,3	-48,6	-51,9
Services hors tourisme	-5,4	-2,3	-1,4
Tourisme	16,8	12,5	17,0
Correction Caf-Fab	16,4	16,3	17,0
<b>Solde du commerce extérieur Fab</b>	<b>-12,5</b>	<b>-18,2</b>	<b>-25,3</b>

Note : données Caf-Fab.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Compte des relations avec le reste du monde

en milliards d'euros

	2016	2017
Échanges de biens Fab	-28,5	-41,0
Échanges de services hors tourisme	-2,3	-1,4
Services commerciaux	-2,9	-2,6
Transports	-13,5	-11,8
Services d'information et communication	-0,4	0,8
Assurance	1,6	-0,1
Services financiers, y c. Sifim <sup>1</sup>	5,9	4,7
Services aux entreprises	5,0	5,4
Services aux ménages et services de santé	2,0	2,1
Tourisme	12,5	17,0
<b>Solde des échanges extérieurs</b>	<b>-18,2</b>	<b>-25,3</b>
Opérations de répartition	0,3	12,5
Rémunération des salariés	20,1	20,2
Impôts sur la production et les importations	-3,6	-4,1
Subventions	8,2	8,2
Intérêts	-8,2	-4,5
Dividendes	23,5	28,1
Autres revenus de la propriété	7,5	8,8
Impôts courants sur le revenu et le patrimoine	3,1	3,6
Cotisations et prestations sociales	-10,0	-10,4
Coopération internationale courante	-5,8	-6,0
Ressources de l'UE	-20,4	-16,3
Autres transferts courants	-13,7	-16,5
Transferts en capital	-0,4	1,3
<b>Capacité de financement de la Nation</b>	<b>-17,9</b>	<b>-12,8</b>

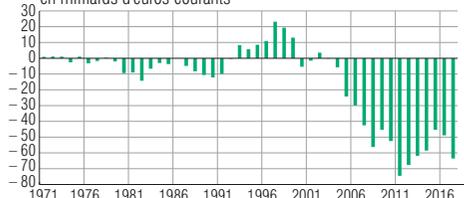
1. Services d'intermédiation financière indirectement mesurés.

Note : les données relatives aux échanges sont Fab.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Solde de la balance commerciale en biens de 1971 à 2017

en milliards d'euros courants



Champ : échanges de biens. Note : à partir du 1<sup>er</sup> janvier 1997, les départements d'outre-mer (Guadeloupe, Guyane française, Martinique et Réunion), auparavant exclus du champ de la balance commerciale de la France (et donc considérés comme des partenaires commerciaux), sont traités comme l'ensemble des départements métropolitains. Les séries depuis 1988 intègrent ce changement qui minimise les exportations : le déficit global de la France se creuse en 1988. À partir du 1<sup>er</sup> janvier 1999, la méthodologie de comptabilisation des opérations liées à l'activité de la base spatiale de Kourou (lancement de satellites) est modifiée. Les séries depuis 1991 intègrent ce changement qui a plus fortement minimisé les exportations et donc pénalisé la balance commerciale. Données brutes estimées, Fab-Fab y c. matériel militaire et données sous le seuil déclaratif.

Source : DGDDI (extraction du 3 octobre 2018).

## Solde extérieur de biens et de services par produit

en milliards d'euros

	2015	2016	2017
<b>Agriculture, sylviculture et pêche</b>	<b>3,0</b>	<b>0,7</b>	<b>0,0</b>
<b>Industrie manufacturière, industries extractives et autres</b>	<b>-43,3</b>	<b>-45,5</b>	<b>-57,9</b>
Ind. extr., énerg., eau, gest. déch. & dépol.	-28,0	-22,6	-28,3
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	6,6	5,3	5,9
Cokéfaction et raffinage	-8,8	-6,8	-7,7
Fab. eq. électr., inf. & machines	-22,4	-25,3	-27,4
Fabrication de matériels de transport	29,2	27,1	24,2
Fabrication d'autres produits industriels	-19,9	-23,3	-24,5
<b>Construction</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
<b>Services principalement marchands</b>	<b>-5,5</b>	<b>-2,4</b>	<b>-1,5</b>
Commerce ; réparation d'automobiles et de motocycles	-3,3	-2,9	-2,6
Transports et entreposage	-11,0	-13,5	-11,8
Hébergement et restauration	0,0	0,0	0,0
Information et communication	-0,1	-0,4	0,8
Activités financières et d'assurance	6,8	7,5	4,7
Activités immobilières	0,0	0,0	0,0
Activités scient. et tech. et act. de serv. adm. et de soutien	0,9	5,0	5,4
Autres services	1,1	1,8	2,0
<b>Services principalement non marchands<sup>1</sup></b>	<b>0,1</b>	<b>0,2</b>	<b>0,2</b>
Correction territoriale (tourisme)	16,8	12,5	17,0
Correction Caf-Fab	16,4	16,3	17,0
<b>Total</b>	<b>-12,5</b>	<b>-18,2</b>	<b>-25,3</b>

1. Regroupement « Administration publique, Enseignement, Santé humaine et action sociale ».

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Termes de l'échange par groupe de produits

indice base 100 en 2014

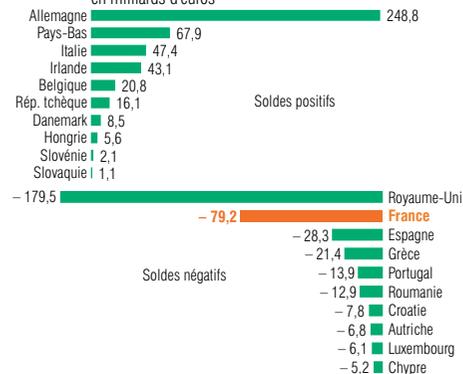
	2000	2016	2017
Agriculture, sylviculture et pêche	79,0	86,7	86,6
Ind. extr., énerg., eau, gest. déch. & dépol.	195,5	144,0	132,6
Fabr. d'aliments, de boissons et de prod. à base de tabac	100,0	100,5	99,8
Cokéfaction et raffinage	104,1	105,5	100,3
Fab. eq. électr., inf. & machines	80,1	103,6	104,1
Fabrication de matériels de transport	95,6	102,7	102,0
Fabrication d'autres produits industriels	101,0	99,5	99,2
<b>Ensemble des produits<sup>1</sup></b>	<b>100,4</b>	<b>103,9</b>	<b>102,5</b>

1. Y. c. services.

Source : Insee, comptes nationaux, base 2014.

## Solde de la balance commerciale dans quelques pays de l'UE en 2017

en milliards d'euros



Source : Eurostat (extraction du 3 octobre 2018).

## Avertissement

Sauf mention contraire, les données nationales se réfèrent à la France métropolitaine et aux cinq départements d'outre-mer (sauf mention contraire Mayotte est inclus dans les données de la France).

Les données chiffrées sont parfois arrondies (selon les règles mathématiques). Le résultat arrondi d'une combinaison de données chiffrées (qui fait intervenir leurs valeurs réelles) peut se trouver légèrement différent de celui que donnerait la combinaison de leurs valeurs arrondies.

Les comparaisons internationales s'appuient en général sur les données issues d'organismes internationaux (Eurostat, ONU, etc.) qui peuvent diverger des sources produites par les instituts nationaux de statistiques, notamment pour l'Insee, pour les données françaises. En effet, ces organismes effectuent souvent des ajustements de champ ou de méthode, d'ampleur souvent réduite, afin de produire des données comparables d'un pays à l'autre.

Sauf précision contraire, les indicateurs relatifs à l'Union européenne (UE) figurant dans cet ouvrage portent sur l'UE à 28.

## Signes conventionnels utilisés

///	Absence de résultat due à la nature des choses
...	Donnée non disponible
e	Donnée estimée
n.s.	Donnée non significative
p	Donnée provisoire
r	Donnée révisée par rapport à l'édition précédente
€	Euro
k	Millier
M	Million
Md	Milliard

## Les clés des Tableaux de l'économie française

Titre de la double-page

Numéro du thème  
et de la double page

### 11.4 Prix à la consommation

Les mots ou expressions  
en gras et en couleur  
sont définis plus bas  
ou dans la rubrique  
« Définitions » en annexes

Une présentation  
synthétique sur  
chaque double-page

Des définitions pour  
comprendre les concepts  
clés de la double page  
Toutes les définitions  
sont regroupées dans  
la rubrique « Définitions »  
en annexes

Des publications  
téléchargeables gratuitement  
pour approfondir le sujet  
Adresses des sites Internet  
à retrouver dans la rubrique  
« Adresses utiles » en annexes

Après une accélération en janvier 2017 à +1,3 %, le taux d'inflation mesuré par la variation sur un an de l'**indice des prix à la consommation (IPC)** baisse progressivement jusqu'en juillet 2017 avant de remonter régulièrement au second semestre pour atteindre +1,2 %, fin 2017. Mesuré à partir de l'**indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH)**, il suit globalement le même mouvement en France que dans l'ensemble de la zone euro. De même, l'indicateur d'**inflation sous-jacente**, qui exclut les composantes les plus volatiles de l'indice des prix à la consommation (énergie, produits frais et mesures fiscales), remonte très lentement de février à décembre 2017, passant de +0,2 % à +0,6 % fin 2017.

En moyenne sur l'année, les prix à la consommation augmentent davantage en 2017 qu'en 2016 (+1,0 %, après +0,2 % entre 2015 et 2016) : l'inflation atteint ainsi un niveau supérieur à celui de 2013. Ce dynamisme reflète un vif rebond des prix de l'énergie et une accélération des prix de l'alimentation et du tabac. Seul un recul un peu plus prononcé des prix des produits manufacturés modère la hausse de l'inflation, alors que les prix des services croissent au même rythme qu'en 2016.

Après trois années de baisse consécutive, les prix des produits énergétiques sont en forte hausse en 2017 (+6,2 % en moyenne, après -2,8 %) en lien avec la fiscalité accrue sur les carburants en janvier 2017 et la remontée du cours moyen du Brent. Tous les prix des produits pétroliers rebondissent nettement :

combustibles liquides (+17,3 % en moyenne), gazole (+11,7 %) et essence (+5,8 %). Les prix du gaz participent aussi à la hausse de l'inflation énergétique (+4,6 %, après -7,6 % en 2016). En revanche, les prix de l'électricité ralentissent (+0,4 %, après +3,1 %).

En 2017, les prix des produits alimentaires (y compris boissons, alcoolisées ou non) augmentent plus rapidement qu'en 2016 (+1,0 % en moyenne, après +0,6 %), avec une nette accélération des prix des produits alimentaires hors produits frais. Après deux années de faible hausse, les prix du tabac augmentent davantage : +2,7 % entre 2016 et 2017 en lien avec le relèvement des taxes.

En 2017, les prix des produits manufacturés diminuent (-0,6 % en moyenne, après -0,5 % en 2016). Ceux des articles d'habillement et de chaussures sont stables. Le recul des prix des produits de santé se poursuit pour la quatrième année consécutive. Enfin, les prix des autres produits manufacturés baissent (-0,2 % en moyenne en 2017, après -0,1 %).

L'inflation dans les services est inchangée en 2017, à +1,0 %, comme en 2016. Les prix des services de transport rebondissent nettement (+2,0 %, après -1,5 %). Ceux des services de santé augmentent vivement à la suite de la revalorisation des tarifs de consultation (+1,3 %, après +0,2 %). En revanche, les prix des loyers, indexés sur les évolutions passées de l'inflation, ralentissent en 2017, comme chaque année depuis 2006, à l'exception de 2012. Quant aux prix des services de communication, ils se replient fortement, après trois années de hausse. ■

#### Définitions

**Indice des prix à la consommation (IPC)** : instrument de mesure de l'inflation. Il permet d'estimer, entre deux périodes données, la variation moyenne des prix des produits consommés par les ménages. C'est une mesure synthétique de l'évolution de prix des produits, à qualité constante. Il est publié chaque mois au *Journal Officiel*. L'indice des prix hors tabac sert à indexer de nombreux contrats privés, des pensions alimentaires, des rentes viagères et aussi à revaloriser le Smic. L'indice retenu pour le Smic est celui des « ménages du 1<sup>er</sup> quintile de la distribution des niveaux de vie, hors tabac ». Voir la suite de cette définition dans la rubrique « Définitions » en annexes.

**Indice des prix à la consommation harmonisé (IPCH), inflation, inflation sous-jacente** : voir rubrique « Définitions » en annexes.

#### Pour en savoir plus

- « 2017 – Les niveaux des prix ont varié quasiment du simple au triple parmi les États membres de l'UE », *communiqué de presse* n° 102, Eurostat, juin 2018.
- « Indice des prix à la consommation – Moyennes annuelles 2017 », *Informations rapides* n° 8, Insee, janvier 2018.
- Séries chronologiques ([www.insee.fr](http://www.insee.fr)).

Retrouvez le TEF sur [www.insee.fr](http://www.insee.fr) dans la collection « Insee Références »

Une orientation vers le site [www.insee.fr](http://www.insee.fr) sur lequel vous trouverez l'ouvrage en ligne, ainsi que les données mises à jour au fur et à mesure de leur disponibilité en attendant la prochaine édition papier

Titre de la double-page

## Prix à la consommation 11.4

### Évolution de l'indice des prix à la consommation par fonction de consommation en 2017

en % — Unité

Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16		Fonction de consommation	Pondération <sup>1</sup>		Évolution 17/16	
	2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>		2017	Moyenne annuelle	Moyenne annuelle	Glissement déc. à déc. <sup>2</sup>
<b>Ensemble (y c. tabac)</b>	<b>10 000</b>	<b>1,0</b>	<b>1,2</b>		Transport	1 451	3,1	2,8	
<b>Ensemble (hors tabac)</b>	<b>9 812</b>	<b>1,0</b>	<b>1,1</b>		Achats de véhicules	362	0,7	1,7	
Alimentation, boissons non alcoolisées	1 435	1,1	1,4		Utilisation de véhicules personnels	801	4,5	3,9	
Produits alimentaires	1 311	1,1	1,5		Services de transport	288	2,0	1,1	
Boissons non alcoolisées	124	0,6	0,7		Communications	285	-4,2	-4,2	
Boissons alcoolisées et tabac	380	1,6	3,3		Services postaux	17	3,8	3,8	
Boissons alcoolisées	192	0,6	0,7		Matériel de téléphonie et de télécopie	43	-8,6	-5,0	
Tabac	188	2,7	6,0		Services de téléphonie et de télécopie	225	-4,0	-4,6	
Habillement et chaussures	447	0,1	0,0		Loisirs et culture	894	0,3	0,5	
Habillement	357	0,1	0,0		Équipements audio-visuels, photo et informatiques	138	-2,2	-1,2	
Chaussures y c. réparation	90	-0,2	-0,1		Autres biens durables (loisirs)	46	-1,4	1,5	
Logement, chauffage, éclairage	1 418	1,6	1,4		Autres articles et équip. de loisirs	242	-0,2	0,3	
Loyers d'habitation	629	0,2	0,2		Services récréatifs et culturels	309	1,1	1,2	
Entretien et réparation courante du log.	172	1,5	1,6		Presse, livres et papeterie	140	1,9	2,0	
Distribution d'eau et autres services	159	1,4	1,5		Voyages touristiques tout compris	19	1,7	-6,0	
Chauffage, éclairage	458	3,7	2,9		Éducation	4	1,2	0,6	
Meubles, équip. ménager, entretien maison	530	-0,2	-0,1		Hôtellerie, cafés, restaurants	752	1,6	1,4	
Meubles, tapis, revêtements de sol	154	-0,2	0,0		Restauration et cafés	587	1,4	1,2	
Articles de ménage en textile	39	0,9	1,2		Services d'hébergement	165	2,4	2,0	
Appareils ménagers	87	-2,0	-2,2		Autres biens et services	1 341	1,1	1,2	
Verrerie, vaisselle, ustensiles de ménage	70	0,4	0,9		Soins personnels	278	0,3	0,2	
Outils pour la maison et le jardin	50	-0,5	0,0		Effets personnels (non définis ailleurs)	119	0,9	1,1	
Entretien courant de l'habitation	130	0,4	0,4		Protection sociale	485	0,9	1,0	
Santé	1 063	-0,2	0,5		Assurances	296	2,1	2,3	
Médicaments et produits pharmaceutiques	463	-2,0	-1,7		Services financiers	38	2,5	2,2	
Médecine non hospitalière	600	1,3	2,2		Autres services	125	0,9	1,1	

Champ, source, notes de lecture, précisions sur les données en bas de chaque tableau ou graphique

1. Les pondérations de l'indice sont calculées chaque année à partir de la consommation des ménages au sens de la comptabilité nationale.
  2. Évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.
- Champ : France hors Mayotte, ensemble des ménages. Note : base 100 en 2015.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

### Quelques hausses et baisses de prix en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

HausSES		Baisses	
	17/16		17/16
Combustibles liquides	+ 11,1	Pommes de terre	-10,8
Gazole	+ 9,4	Forfaits touristiques	-6,0
Médecines généralistes	+ 7,8	Lumières	-5,4
Fruits frais	+ 6,7	Matériel de téléphonie et de télécopie	-5,0
Huiles et graisses	+ 7,4	Matériel de nettoyage	-5,0
Tabac	+ 6,0	Appareils de transformation d'aliments	-5,0
Esence	+ 5,3	Appareils de cuisson	-4,2
Hydrocarbures liquéfiés (butane, propane, etc.)	+ 5,1	Matériel de traitement de l'information	-3,9
Services postaux	+ 3,8	Appareils photo et caméras	-3,8
Journaux et publications périodiques	+ 3,8	Tapis et moquettes	-3,4

Champ : France hors Mayotte. Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des tableaux concernant la France y compris les Dom sauf indication contraire

### Évolution de l'indice des prix à la consommation de 1991 à 2017

par rapport à l'année précédente en %



Champ : France hors Mayotte. Note : la variation annuelle de l'indice des prix à la consommation est l'évolution de l'indice moyen annuel. L'indice est la moyenne arithmétique des 12 indices mensuels.  
Source : Insee, indice des prix à la consommation.

Des graphiques d'illustration

### Évolution des indices des prix à la consommation harmonisés dans la zone euro et dans l'UE en 2017

glissement annuel de déc. à déc. en %

	17/16	17/16	
Allemagne	1,6	Lettonie	2,2
Autriche	2,3	Lituanie	3,8
Belgique	2,1	Luxembourg	1,6
Chypre	-0,4	Malte	1,3
Espagne	1,2	Pays-Bas	1,2
Estonie	3,8	Portugal	1,6
Finlande	0,5	Slovaquie	2,0
France	1,2	Slovénie	1,9
Grèce	1,0	<b>Zone euro</b>	<b>1,7</b>
Irlande	0,5	<b>UE</b>	<b>1,4</b>
Italie	1,0		

Note : évolution de l'indice de décembre 2017 par rapport à l'indice de décembre 2016.  
Source : Eurostat (extraction du 24 mai 2018).

Des données de cadrage européennes ou mondiales